

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DCPAT-BDLIT n° 2023-336
relatif à la mise en œuvre de mesures d'économies d'eau spécifiques en cas de sécheresse
par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. à St-Cricq du Gave (40) et Lahontan (64)

Prescriptions complémentaires à l'arrêté interpréfectoral du 26 décembre 2013, modifié

La Préfète des Landes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU le décret n°2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021, par le ministère de la Transition écologique ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne 2022-2027 arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté d'orientation du bassin relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse du bassin Adour Garonne en date du 24 mars 2023 ;

VU les zones d'alerte désignées par la Préfète des Landes et le Préfet des Pyrénées-Atlantiques où s'appliquent les mesures de restriction mentionnée à l'article R. 211-66 et tel que précisées dans l'arrêté préfectoral cadre ;

VU l'article R. 214-31-3 modifié par l'article 7 du décret n°2021-795 du 23/06/2021 précisant que les prélèvements faisant l'objet de l'autorisation unique de prélèvement doivent être compatibles avec les orientations fondamentales, les dispositions et les objectifs

environnementaux fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et, le cas échéant, avec les objectifs généraux du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Ils sont conformes au règlement de ce schéma. S'il y a lieu, ils sont rendus compatibles ou conformes par modification de l'autorisation en cas de révision de ces schémas ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 autorisant la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire des communes de St-Cricq du Gave (40) et de Lahontan (64) ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 25/05/2023 ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet le 01/06/2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 juillet 2023 proposant à Madame la Préfète des Landes et à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. ;

CONSIDÉRANT l'objectif de bon état quantitatif des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisé ;

CONSIDÉRANT les zones d'alerte désignées par les Préfets où s'appliquent les mesures de restriction mentionnée à l'article R. 211-66 et tel que précisées dans l'arrêté préfectoral cadre ;

CONSIDÉRANT les volumes prélevés déclarés par l'exploitant de la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes réalisées conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé sont supérieures à 100 000 m³/an au titre de l'année 2022 ;

CONSIDÉRANT que ce niveau de prélèvement correspond à un des niveaux de prélèvement par des industriels parmi les plus importants du bassin Adour Garonne ;

CONSIDÉRANT que du fait des spécificités de fonctionnement des ICPE et du volume d'eau prélevée consommé par l'entreprise CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S., il est justifié de prendre un arrêté complémentaire individuel fixant les dispositions à adopter en cas de sécheresse en cas de mise en place de mesures de restriction sur des consommations d'eau ;

CONSIDÉRANT que le guide national susvisé recommande de demander aux exploitants d'ICPE de justifier la réalisation de tout effort d'économie d'eau en se basant si besoin sur des études technico-économiques ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures des Landes et des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S., dont le siège social est situé 2 rue du Verseau zone SILIC à Rungis (94150), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé à St-Cricq du Gave (40) et Lahontan (64).

Article 2 – Plan d'action en période de sécheresse

Les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis dans l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023.

L'exploitant décline au sein de son établissement les dispositions prévues à l'arrêté susvisé, en fonction des seuils prévus ci-après :

Seuil de vigilance :

- Sensibilisation du personnel à un usage de bonne pratique d'économie et de préservation de la ressource en eau en lien avec la situation de sécheresse constatée ;
- Définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette et des rejets aqueux (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier).

Seuil d'alerte :

- Interdiction des usages non prioritaires visant à limiter la pression des prélèvements dans le milieu ;
- Mise en œuvre du programme renforcé de surveillance des prélèvements d'eau, de la consommation nette et des rejets aqueux (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier) ;
- Sous la forme d'un bilan à disposition de l'inspection des installations classées, proposition d'un pourcentage de diminution des prélèvements et de la consommation nette, en précisant les actions prévues pour l'atteindre ;
- Transmission à l'inspection des installations classées des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la parution de l'arrêté inter préfectoral. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines.

Seuil d'alerte renforcée :

- Mise en place des actions de restriction contribuant à atteindre l'objectif fixé par l'arrêté d'orientation susvisé au regard de la ressource disponible ;
- Identification des impacts sur le fonctionnement dégradé des installations (sécurité...) ainsi que les impacts indirects (impact filière...) ;
- Transmission des données de prélèvement, de rejets et la consommation nette à l'inspection des installations classées à une fréquence hebdomadaire.

Seuil de crise :

- Mise en sécurité des installations suite à décision du préfet après constat de l'inacceptabilité de la pression sur la ressource en eau.

Article 3 – Anticipation/préparation de la crise

L'exploitant propose un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production. Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.

Il réalise, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. L'étude intègre le bilan des actions d'économies d'eau déjà réalisées ces 5 dernières années. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès son entrée en vigueur.

Article – 4

Les autres prescriptions de l'arrêté interpréfectoral du 26 décembre 2013 modifié demeurent inchangées.

Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de St-Cricq du Gave (40) et à la mairie de Lahontan (64) et pourra y être consultée ;

2° Un extrait est affiché dans les mairies de St-Cricq du Gave (40) et de Lahontan (64) pendant une durée minimum de 3 mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de St-Cricq du Gave (40) et de Lahontan (64).

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes et sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de 3 mois.

Article 6 – Ampliation et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S

Ampliation sera adressée à Madame la Secrétaire générale adjointe de la préfecture des Landes, Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Messieurs les Maires de St-Cricq du Gave (40) et de Lahontan (64), Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 11 AOUT 2023

La Préfète



Françoise TAHÉRI

Pau, le 03 AOUT 2023

Le Préfet



Julien CHARLES

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.